

« Russie duale et mondialisation »

Par Gérard FUCHS

Responsable du Département international de la Fondation Jean-Jaurès

Le 9 Octobre 2009, La Fondation Jean-Jaurès a organisé à l'Assemblée Nationale un colloque sur la Russie en partenariat avec le Mouvement « Alternativy », sur le thème :

" Russie, puissance mondiale, puissance démocratique ?"

La société politique Russe est relativement connue, même si elle est très complexe, changeante, soumise à la volonté du pouvoir, dépendante des modes de scrutin successifs fixés au gré des circonstances...

Il est trop fréquent de s'arrêter là quand on veut discuter de la vie démocratique russe, d'en rester aux représentations traditionnelles et de gloser indéfiniment sur ses blocages et ses horizons inatteignables. Il serait peut-être autrement plus instructif de s'intéresser aux nouvelles revendications, formes de mobilisations, à de nouveaux acteurs qui émergent dans ce glacis politique.

Gérard Fuchs ayant participé en avril à différents colloques dans le cadre de la « semaine de la social-démocratie », qui avait regroupé des dizaines d'associations et d'ONG à Moscou, c'est dans leur continuation qu'a été organisée la rencontre du 9 Octobre.

Sous quelle forme avez-vous fait remonter les diverses formes de mobilisation que vous avez pu découvrir à Moscou ?

En fait c'est à une rencontre sortant des sentiers battus qu'ont pu, me semble-t-il, assister les participants au colloque que nous avons organisé à l'Assemblée nationale le 9 octobre dernier*, dans le cadre de notre grand programme international "la gauche à l'heure de la mondialisation" qui doit se poursuivre sur l'année 2010.

Les intervenants russes sur le thème "la situation en Russie, les ferments de la démocratie", n'étaient en effet pas les personnalités habituelles, anciens de la belle époque de la Perestroïka ou représentants de la Gauche parlementaire officielle "Russie juste".

C'étaient de véritables acteurs de la société civile, enseignant mais aussi avocat, ingénieur ou syndicaliste, de Moscou mais également de province, tous engagés dans la défense des droits fondamentaux de leurs compatriotes, avec comme point commun de se retrouver au sein du mouvement "Alternativy".

Que peut-on retenir de leurs présentations et de leurs réponses dans le débat ?

Leur diagnostic est assez sombre. Cependant, alors que tous s'accordent pour constater une régression démocratique forte depuis la période 89-92, peut-on aller jusqu'à parler d'une situation de désespoir?

À sa manière, chaque intervenant a tempéré une telle vision tout en ne cachant rien de la réalité. D'abord, comme l'a dit l'un d'eux avec humour: "nous sommes là!", n'hésitant pas à

parler d'une Russie "duale" où se heurtent droit écrit et brutalité des autorités. Ensuite, s'il est vrai que la majorité de la population songe prioritairement à sa survie quotidienne dans un contexte où l'espérance de vie a chuté de quinze ans et où éducation et santé sont à la dérive, la combativité sociale reste forte dès lors que toute autre solution est absente. C'est pourquoi, couper une route ou une voie de chemin de fer lorsqu'une entreprise ou une ville mono industrielle est à l'agonie est une pratique qui a cessé d'être exceptionnelle.

Par conséquent, la prééminence des préoccupations économiques et sociales face à un Etat demeuré bureaucratique et, qui plus est, visiblement dépassé par la crise, est essentielle.

Quelques exemples qui nous ont été rapportés : ici, ce sont des mois de retard dans le paiement de retraites ou d'allocations familiales, portées devant les tribunaux, les affaires sont gagnées... mais l'argent n'arrive toujours pas et un recours doit être déposé devant la Cour européenne des Droits de l'Homme ! Là, ce sont les droits sociaux qui sont en cause: en réaction à une très forte augmentation des horaires de travail, des salariés se mettent en grève; la réponse vient sous forme de licenciements, accompagnés de menaces de mort pour les "meneurs". Appel aux tribunaux en cours...

Que se passe-t-il dans la société russe en termes de droits individuels et collectifs dans une situation aussi difficile ?

Je tiens à rappeler d'abord que la frontière entre droits sociaux et droits civiques apparaît bien souvent des plus floue. Parfois, ce sont des lois sans rapport avec le droit social qui sont appliquées dans ce champ : ainsi, une loi contre l'extrémisme politique des hooligans est utilisée contre les auteurs d'un tract syndical rappelant que "les droits sociaux se conquièrent"!

Et, autant il est aujourd'hui facile d'obtenir la reconnaissance d'une entreprise, autant celle d'un syndicat et même d'une simple ONG apparaît difficile voire impossible. Dans le cas d'un syndicat, la réponse est le plus souvent le licenciement des demandeurs; dans le cas d'une ONG, les contraintes administratives rendent son fonctionnement effectif impossible.

C'est dans ce sens d'ailleurs que les résistances s'organisent sur tout le territoire avec des différences importantes en fonction de l'objet et parfois pas dans le sens que nous privilégions d'habitude. Pour certains, « Le combat contre le totalitarisme du marché (« aujourd'hui tout s'achète: les partis, les voix, les diplômes, même les monuments historiques classés par l'UNESCO ! ») est par exemple plus spontané que le combat contre le totalitarisme politique. Malgré un contexte défavorable Il se crée des syndicats et des ONG. Il existe en effet, et de plus en plus, une société civile organisée qui se développe. Il faut la connaître, et la reconnaître.

Si l'on assiste à un tel développement, à des mobilisations et des coordinations c'est aussi parce que la situation politique qui a été abordée par les représentants russes ne permet pas d'être très optimiste quant à sa capacité à apporter le « changement ».

L'activité proprement politique, on peut la résumer par la formule douce-amère du coordinateur d'Alternativy : « Dans le reste du monde, les partis forment les gouvernements. En Russie, le gouvernement forme les partis »! Les gouverneurs des régions savent que si le vote y est "mauvais", ils seront destitués. Les journaux sont le plus souvent aux mains des puissances financières. Et les journalistes trop indépendants sont menacés, parfois même assassinés sans que l'on retrouve jamais les auteurs du crime...

Par ailleurs, nous nous sommes tous interrogés sur les relations extérieures de la Russie. Peuvent-elles peser sur son évolution intérieure? C'était la deuxième partie du colloque, le sujet apparaît à l'évidence très délicat.

La légitimité du président Poutine s'est construite sur la restauration qu'il a su opérer aux yeux de son peuple d'une certaine grandeur de son pays, mise à mal successivement par Gorbatchev, vécu comme « le fossoyeur de l'URSS », puis par Eltsine, dont les frasques personnelles ont fait honte à la population.

Visiblement, une crise de confiance existe entre la Russie et l'extérieur, Union européenne incluse et même en l'absence de politique claire de cette dernière. Plusieurs éléments peuvent expliquer cette attitude : crise du gaz et méfiance conservée des nouveaux pays membres coté européen, crise du bouclier anti-missiles, impression d'encerclement résultant du projet d'élargissement de l'Otan, impression de "deux poids, deux mesures" entre l'indépendance du Kosovo et celle de l'Ossétie du sud coté russe.

Beaucoup d'efforts sont devant nous pour arriver à un dialogue plus détendu, dans lequel le débat sur les droits de l'homme ne trouvera pas facilement sa place.

Qu'ont pensé et souhaité les intervenants à l'issue de ce colloque et que peut faire la Fondation Jean-Jaurès?

Je répondrai par quelques éléments de conclusion en forme de règles de conduite qui nourrissent cependant leur espérance et la nôtre :

- distinguer toujours dirigeants et population : le dialogue de terrain est aussi important que le dialogue de sommet ;
- comprendre que la population russe vit une régression économique et sociale qui pèse davantage pour elle que la question des libertés posée abstraitement;
- accepter surtout que les Russes se sentent citoyens d'un pays fier de son histoire et de sa culture qui, s'il a à apprendre de l'extérieur, a aussi beaucoup à lui apporter.

Nos interlocuteurs souhaitent vivement plus de rencontres avec les forces vives occidentales, que les nouvelles manifestations démocratiques soient mieux connues – en l'espèce en France – c'est d'ailleurs pourquoi nous avons aussi invité des représentants syndicaux et associatifs français qui se sentaient concernés par ces échanges.

Nous avons conclu à la nécessité de poursuivre le dialogue dans les années qui viennent en Russie ou en France et en élargissant si possible les invitations à d'autres partenaires, notamment européens.

J'ai quitté pour ma part cette réunion extraordinairement riche avec trois convictions renforcées :

- oui, il est possible de trouver des relais citoyens même dans les pays où cela ne paraît pas évident ;
- oui, le dialogue est alors possible et fructueux, à condition de ne pas le placer sur le seul terrain des Droits de l'homme mais de traiter de l'ensemble des droits civiques, économiques et sociaux ;
- oui, la marchandisation du monde n'a pas pour effet de tuer la Gauche mais, au contraire, de lui donner un nouveau souffle. L'établissement d'un réseau citoyen mondial est possible, favorisant l'émergence de la gouvernance mondiale sans laquelle l'argent continuera d'imposer sa logique au détriment de l'épanouissement de tous et de chacun.

* Ont participé aux tables rondes:

- côté russe : Alexandre Buzgalin, coordinateur d'Alternativy ; Ilya Syvoldaev, avocat ; Renat Chapas et Tamara Vedernikova, syndicalistes; Ludmila Vudavka, universitaire; Boris Guseletov, Fondation "Un monde juste";

- côté français: Jean-Christophe Cambadellis, Secrétaire international du PS; Monique Saliou, Haut fonctionnaire et secrétariat international du PS; Eric Aragon syndicat Sud; Pierre Coutaz, CGT; Anne Le Huerou, FIDH.